

Un train de réformes « protecteur » pour les Français ?

Élu pour « apporter des solutions aux problèmes des Français » en 2007, Nicolas Sarkozy, alors candidat de la rupture, a dû essuyer crise sur crise depuis 2008. Forcément, elles pèsent à l'heure du bilan.

Qu'en est-il précisément de son rôle de « bouclier » des Français entre 2007 et 2012 ? Les réformes économiques et sociales engagées par le président de la République pendant son quinquennat témoignent à l'origine d'une envie intense de dynamiser une France qui semble endormie en pleine mondialisation effrénée.

Mais à l'arrivée, la crise des subprimes dès 2007, la crise bancaire et financière en 2008 et la crise de la dette en 2010 ont sévèrement chahuté les plans de Nicolas Sarkozy. Volontariste lors de ses présidences du G8 et du G20, il a condamné, haut et fort, les dérives de la finance sur la scène internationale et contribué, dans le même temps, au sauvetage des banques. Sans pour autant que les Français, moins touchés que d'autres Européens par des plans d'austérité drastiques, ne ressentent forcément les effets de ses initiatives dans leur quotidien.

Travail et emploi. « J'irai chercher la croissance avec les dents », avait-il martelé. Sur fond de montée en puissance du chômage, passé de 7,5 % à 9,3 % de la population active en cinq ans, la promesse présidentielle n'a pas été tenue. Avec un chômage des jeunes et des seniors, désormais endémiques. Certes, les réformes sur le travail, engagées *à la carte*, ont conduit, par exemple, à la création de Pôle emploi suite au mariage de raison entre l'ANPE et les Assedic en 2009. Un outil qui fait toujours polémique chez les agents et les chômeurs. Et si le travail du dimanche est resté très partiel, si le service minimum dans les transports publics n'a pas limité le nombre de grèves mais en a atténué l'impact, le lancement du grand emprunt n'a pas



Nicolas Sarkozy a occupé la scène internationale tout au long de son quinquennat sans que les Français ne ressentent forcément les effets de ses initiatives dans leur quotidien.

eu de retombées criantes en terme d'emplois.

Compétitivité. Sur fond de déficit grandissant du commerce extérieur, Nicolas Sarkozy a dû affronter une désindustrialisation galopante, entamée, à sa décharge, bien avant son arrivée au pouvoir. Dans une économie mondialisée, où il érige, là aussi, l'Allemagne en modèle, il lui a été difficile de doper la compétitivité des entreprises françaises. Il a toutefois

lenté de relancer, sur le tard, le « produire en France », à l'heure où syndicats et patronat entament de dures négociations sur la flexibilité du travail. À l'heure où, en qualité de président-candidat, il a fini par voler au secours des ouvriers de Lejaby, des salariés de Pétropoulos. Demain, des sidérurgistes d'ArcelorMittal qui n'ont pas digéré la fermeture du site de Gandrange en 2009 ?

Pouvoir d'achat. L'amélioration du

sort des Français aux petits salaires, tant son slogan « travailler plus pour gagner plus » avait fait naître de l'espoir chez eux, n'a pas été significative en dépit du recours aux heures supplémentaires défiscalisées aux effets ambigus. La naissance du Revenu de solidarité active (RSA), en lieu et place du RMI, aura bien constitué un filet de protection sociale pour les plus pauvres. Reste que, plombés d'entrée par la crise des subprimes, les initiatives de Nicolas Sarkozy au

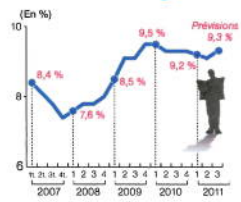
profit des consommateurs ont été rendues imperceptibles par la flambée des prix des matières premières et des denrées alimentaires, au point de cristalliser le ressentiment des classes moyennes. Sur fond aussi de loi Tépà, votée dès l'été 2007, avec son paquet fiscal, et son fameux bouclier. Une mesure symbole de « président des riches » qui lui colle à la peau malgré sa suppression tardive.

Finances publiques. Nicolas Sarkozy avait fait de la réduction de la dette publique une de ses priorités. En dépit de sa décision, pas neutre, de ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique dans le cadre de la RGPP, la France dépense toujours beaucoup plus qu'elle ne gagne. La réforme des régimes spéciaux, puis celle des retraites ne sont pas non plus suffisantes pour rééquilibrer durablement les comptes sociaux. Au final, entre cadeaux fiscaux, effets de la récession qui réduisent les recettes, et mesures de relance ou de solidarité européennes qui accélèrent les dépenses, la dette du pays s'est finalement emballée. Elle est passée de 1 266 à 1 692 milliards d'euros fin 2011. Plus de 400 milliards de plus en cinq ans. Un boulet alourdissant pour les générations futures. Un tourbillon qui a entraîné la France dans la perte de son triple A. Un gouffre qui l'a conduit à mettre en action le principe d'une future TVA sociale et à reculer notamment sur la dépendance, question majeure renvoyée... aux calendes grecques.

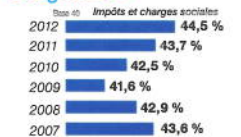
Pierre CAVRET.

Retrouvez l'actualité de la présidentielle sur ouestfrance.fr

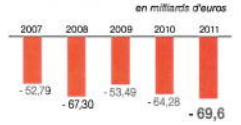
Taux de chômage



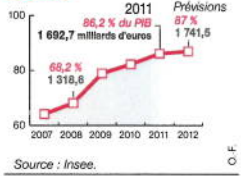
Taux de prélèvements obligatoires



Déficit commercial



Dette



Source : Insee.

Les réformes fiscales détricotées par la crise

On se souvient que le candidat Sarkozy s'annonçait pendant la campagne de 2007 comme le « président du pouvoir d'achat ». Il évoquait même une baisse de quatre points des prélèvements obligatoires (les impôts et les charges sociales). Qu'en est-il cinq ans plus tard ? Le taux devrait atteindre 44,5 % cette année alors qu'il n'était que de 43,6 % en 2007.

Les promesses de Nicolas Sarkozy avaient pourtant trouvé un début d'application avec le « paquet fiscal ». C'est-à-dire le bouclier fiscal qui plafonnait à 50 % l'imposition maximale des plus hauts revenus, la baisse des droits de succession, les heures supplémentaires défiscalisées, le crédit d'impôt immobilier...

« Bouclier fiscal »

En 2009, le taux des prélèvements obligatoires descend à 41,6 % mais les effets de la crise économique assèchent les rentrées fiscales. La dette explose. Le bouclier fiscal devient un « boulet fiscal » selon l'expression de députés UMP. 120 d'entre eux défendent un amendement le supprimant. Sans succès, dans l'immédiat.

Mais l'existence de ce dispositif



Les effets de la crise économique ont asséché les rentrées fiscales.

réduit les marges de manœuvre : comment faire passer davantage d'impôts alors qu'il en exonérerait les plus riches... Sous couvert de convergence franco-allemande, Nicolas Sarkozy consent, début 2010, à une remise à plat. On en a vu la traduction fin 2011 : le bouclier fiscal est supprimé mais dans le même temps le seuil d'entrée de l'impôt sur la fortune passe de 800 000 € à 1,3 million avec des taux réduits. La réforme s'équilibre en imposant davantage les droits de succession et de donation des gros patrimoines.

Pendant ces cinq années, Nicolas Sarkozy aura tout de même créé une trentaine de taxes. Certaines imaginatives, comme le prélèvement sur les appels surtaxés des émissions télé inventé en 2009 pour financer la Sécurité sociale. Le président de la République n'a certes pas touché à l'impôt sur le revenu, mais celui-ci ne représente qu'une partie des prélèvements payés par les Français. Son rendement n'a d'ailleurs cessé de régresser depuis vingt-cinq ans.

Even VALLERIE.

La conversion au modèle allemand

« Avec l'Allemagne, j'ai appris mon métier de président... ». Cette phrase, prononcée il y a quelques semaines, sonne presque comme un aveu. Elle donne la mesure du chemin parcouru par Nicolas Sarkozy dans sa relation avec l'Allemagne.

Quand il arrive à l'Élysée, le nouveau président de la République se sent plus proche du Premier ministre britannique Gordon Brown (un Travailleur) que de la Chancelière allemande Angela Merkel, pourtant du même bord politique que lui. Les premiers pas du couple Sarkozy-Merkel sont bancals. Elle lui reproche ses familiarités, quand il veut lui faire la base devant les caméras. Lui n'apprécie pas « ses tenues rigides », son manque d'imagination... Lui est avocat, bilingue. Elle est ingénieure physicienne, fille de pasteur, plutôt austère. Lui souffre le chaud, toujours pressé. Elle préfère le consensus à l'affrontement.

Des hauts et des bas

Les brouilles sont nombreuses : sur le nucléaire, sur le leadership d'EADS (Airbus), sur le rôle de la Banque centrale européenne, sur l'équilibre des finances publiques... Ils ne s'entendent quasiment sur rien. Mais ils



Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, à Deauville en octobre 2011.

sont pragmatiques. Ce couple, moins emblématique que ses prédécesseurs, connaît son histoire : la France a besoin de l'Allemagne, et réciproquement. Leur relation est faite de hauts et de bas. Et des bas, il y en a. Quand la crise éclate en 2008. Paris reproche alors à Berlin de ne pas prendre la mesure de la situation. Sarkozy part à la bataille. Merkel estime que l'Allemagne n'est pas concernée. « Égoïsme... », lâche le président français.

Mais, toujours le pragmatisme, on avance. Agenda franco-allemand

2020, pacte de compétitivité (avec la fameuse « règle d'or »)... Arrive la crise grecque, qui fragilise l'Europe et l'euro. Les tensions réapparaissent. Nicolas Sarkozy s'agace de cette Allemagne peu solidaire. Angela Merkel traîne des pieds. Pour, au final, imposer ses vues.

Au fil du temps, Sarkozy et Merkel ont appris à s'apprécier. Le président français s'est converti au modèle allemand. Sans retenue. En Europe, on a fini par les appeler Euroguy...

Yann BESSOULE.

« Ce gouvernement a creusé les inégalités »

Le procureur

Thomas Piketty, Directeur d'études à l'École des Hautes Études Sociales



et européennes, au détriment de la société. 40 milliards d'euros ont été consacrés à leur recapitalisation, 320 autres pour garantir leurs emprunts, sans aucune contrepartie de leurs parts. Il aurait fallu influencer plus fortement sur leurs politiques. Aujourd'hui, tout va mal, sauf les profits de BNP-Paribas.

Et sur le plan intérieur ?

En 2007, on pouvait encore croire qu'on avait de l'argent. Mais en 2011, on ne pouvait plus ignorer la crise. Il aurait alors fallu songer avant tout à réduire le déficit. Mais par un tour de passe-passe scandaleux, on a gaspillé l'argent public, notamment en remplaçant le bouclier fiscal par un avantage encore plus gros pour les plus fortunés. Avec l'augmentation du seuil d'imposition à 1,3 million d'euros, l'impôt sur la fortune (4,5 milliards en 2007) a été divisé par deux, soit une perte de 3 à

4 milliards, car avec la progression de 30 % en cinq ans de la valeur des patrimoines, il aurait dû rapporter 6 milliards.

C'est donc une politique inégalitaire ?

C'est une politique de classe, et on ne peut s'empêcher de faire le lien avec les scandales qui ont émaillé cette période, notamment l'affaire Woerth - Bettencourt. Des limites ont été franchies du point de vue de la morale et des finances publiques. Augmenter la TVA et la taxe sur les mutuelles la même année où était divisé par deux l'ISF, c'est vraiment gonflé ! Demander des efforts, nécessaires, à chacun, sur les retraites, sur la santé, alors que les riches continuent de bénéficier de cadeaux fiscaux insensés, c'est une grave erreur.

Recueilli par Frédérique JOURDAA.

« Sarkozy a engagé des actions fondamentales »

L'avocate

Agnès Verdier-Moliné, Directrice de l'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (Ifrap).



Nicolas Sarkozy s'est-il laissé surprendre par l'ampleur de la crise ?

Les cinq années passées ont été très dures pour la présidence actuelle. En 2007, quand Nicolas Sarkozy est arrivé au pouvoir, le taux de chômage (7,2 %) était au plus bas depuis dix ans. Le choc de la crise des subprimes qui commençait aux États-Unis n'a pas tout de suite été identifié. L'idée était donc alors de baisser les dépenses publiques et les impôts afin d'inciter à créer à nouveau de la richesse.

Certains avantages fiscaux accordés alors ont été dénoncés comme un erreur...

Le bouclier fiscal a coûté 500 millions d'euros par an. 10 % des Français les plus riches paient 42 % des recettes des prélèvements obligatoires. Si vous les sortez de France, tout le modèle social tombe. Nous avons besoin de bons riches qui investissent dans l'économie de leur pays. L'erreur commise, c'est plutôt de ne pas avoir suffisamment assaini les dépenses publiques et hiérarchisé les réformes les plus importantes.

En ce domaine, Nicolas Sarkozy a-t-il agi efficacement ?

Notre modèle arrive en bout de course. Il ne contrôle pas ses dépenses. On doit payer le juste prix. Pour l'État comme pour les collectivités, il y a une façon de dépenser l'argent public qui n'est pas valable.

Recueilli par F. J.